



Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique  
United Cities and Local Governments of Africa  
المدن والحكومات المحلية المتحدة الإفريقية  
Cidades e Governos Locais Unidos de Africa



**Programmes CGLU Afrique**  
**Session spéciale sur les Budgets Participatifs**  
**Mercredi 5 Décembre 2012 (14:30-17:30 heures)(salle B 01), Dakar, Sénégal**

**NOTE DE CADRAGE ET PROGRAMME**

---

**1. Contexte et problématique**

Cette session s'inscrit dans la série des 13 sessions organisées sur les programmes de CGLU Afrique et font partie de son programme prioritaire triennal (2010-2012), adopté par le Comité exécutif de CGLU Afrique en juillet 2010 et pour lesquels le Secrétariat Général de CGLU Afrique a été chargé de préparer des études de faisabilité.

Cette session est aussi une *date anniversaire*. En effet, dix années se sont écoulées depuis le moment devenu historique de signature d'une lettre d'intention pour le Budget Participatif qui a marqué le passage en vraie grandeur de cette forme innovante de gestion financière participative.

Ce fut au cours de la tenue d'*Africités* au Cameroun en 2003 que la lettre d'intention fut signée « *en présence du Maire de la commune de Guediawaye au Sénégal, du représentant de l'Alliance Internationale des habitants - Afrique et du Directeur Exécutif UN-Habitat pour l'Afrique. Elle est la résultante d'une série de discussions et de concertations entre 5 communes du Cameroun, l'Agence de Coopération des Municipalités Brésiliennes, représentée par la Mairie de Caxias do Sul, la Municipalité de Montevideo, la Coordination pour l'Amérique Latine et la Caraïbe du Programme de Gestion Urbaine, UN Habitat, le Partenariat pour le Développement Municipal, ASSOAL pour le Développement Local et le Réseau National des Habitants du Cameroun* ».

Depuis cette date, beaucoup de chemin a été parcouru et le recensement effectué en 2011 dans le cadre de l'étude de faisabilité lancée par CGLU Afrique indique que pas moins de 162 expériences se réclamant du BP ont vu le jour dans des communes rurales et urbaines de toutes tailles de 23 pays africains. Un autre résultat remarquable est que les 162 communes dans lesquelles ont été mis en place des processus de BP et pour lesquelles des données de population fiables ont été obtenues représentent de l'ordre de 35 millions d'habitants. Ces chiffres permettent de mesurer l'importance du phénomène. Il y a lieu bien sur de différencier ce dernier chiffre du nombre de personnes ayant réellement participé, ou de celui des personnes ayant bénéficié de réalisations dues aux BP. L'essaimage régional des expériences a été rendu possible par le travail permanent et exemplaire des institutions promotrices de la présente session et en particulier d'organismes d'appui technique tels qu' ENDA Tiers Monde ou Assoal.

Chacune de ces expériences, souvent en phase d'expérimentation et de consolidation plonge ses racines dans les réalités et pratiques locales, ce qui explique leur diversité, mais aussi leur bonne adaptation aux conditions et aux défis locaux. Elles se nourrissent des pratiques de participation communautaire, de diverses formes de planification locale, des aspirations à plus de démocratie de la part des populations, dans un contexte de décentralisation. Elles peuvent constituer, en toute légitimité, une réponse politique, sociale, économique des collectivités locales africaines à la crise globale qui affecte le continent.

Une série d'activités additionnelles sont prévues sur le Budget Participatif au cours d'Africités, notamment :

- Le lancement du Prix d'excellence Africain sur les Budgets Participatifs
- La nomination par un comité de spécialistes d'une expérience africaine de référence dans le domaine du BP.
- Dans le cadre de la session sur la Coopération décentralisée Amérique Latine et Afrique, un segment sera consacré aux perspectives de coopération dans le domaine du BP, qui culminera par la signature d'un premier accord entre une ville Africaine et une ville Brésilienne.

## 2. Objectifs de la session

- Donner à connaître l'ampleur et la variété des expériences de budget participatif en Afrique, mais aussi les défis auxquels elles font face. Cet état des lieux, devrait permettre aux communes et aux acteurs intéressés mais n'ayant pas encore mis en œuvre les BPs de pouvoir rencontrer des réponses à leurs questions.
- Promouvoir les échanges de savoir et de savoir faire entre différents acteurs des villes et des communes africaines pratiquant le BP autour de thèmes clés sur lesquels les BPs apportent des éléments positifs de réponse, que ce soit pour approfondir la décentralisation et mieux aménager le territoire, pour renforcer la démocratie et la participation citoyenne, pour améliorer de manière rapide et significative les conditions de vie des plus pauvres ou pour mobiliser de ressources fiscales et non fiscales pour le développement local.
- Présenter l'avant projet Budgets Participatifs en Afrique de la CGLU Afrique, et le discuter en profondeur avec les acteurs engagés. Les municipalités africaines qui le souhaitent pourront manifester formellement leur intérêt – voir Document en annexe, Appel à manifestation d'intérêt - .

## 3. Déroulé de la session (la liste des intervenants est encore provisoire).

La session se déroulera sur trois heures, suivant un schéma similaire aux autres sessions de présentation des Programmes de CGLU Afrique.

### 14 : 30 – 14 : 50 : Brève Introduction et paroles de bienvenue

- Monsieur le Président de la Session : Manuel Cambezo, Président du Conseil Municipal de Dondo, Mozambique<sup>1</sup>.
- CGLU-A : Mr Elong MBassi, Secrétaire Général
- UN Habitat, Mr Alioune Badiane, Directeur de la Division de Coopération Régionale et Technique / Director, Regional And Technical Cooperation Division
- Représentant d'un organisme de la Société Civile (à définir)

### 14:50 – 15 :20 : Segment 1. Introduction sur la justification du programme budget participatif,

Seront présentés et débattus en particulier : les défis qu'il vise à relever, son ambition sur les années à venir et sa cohérence avec la Stratégie à Long Terme de la CGLU Afrique contenue dans le Programme de Gouvernance, Plaidoyer et Développement Décentralisé pour l'Afrique (GADEPPA)

Les objectifs visés sur cinq années seront explicités : (i) 300 collectivités locales de 40 pays africains impliquées dont 200 nouvelles collectivités avec des processus en marche ; (ii) 1000 collectivités locales ayant manifesté leur intérêt à s'engager dans les Bps ; (iii) 40 villes « ressources » sur les BP ; (iv) 30 institutions d'ancrage du BP, d'envergure nationale et locale et (v) 1000 personnes formées au BP pouvant contribuer à sa diffusion

#### *Présentation*

Mr Elong MBassi, Secrétaire Général CGLU-Afrique.

Mr Y. Cabannes, Professeur, DPU/UCL

#### *Commentaires et compléments du panorama actuel :*

- Monsieur Bachir Kanouté (à confirmer), Coordinateur ENDA Tiers Monde ECOPOP.
- Monsieur le Maire d'une commune Malgache (décision en cours au sein de la Délégation Malgache)

### 15 :20 à 16 :00 Segment 2 : Présentation du Programme Budget Participatif

Les cinq composantes du programme prévu à ce jour seront présentées :

1. Renforcement des capacités locales dans le domaine des BPs
2. Suivi & évaluation et production de connaissances sur les savoirs et les savoir-faire concernant les BPs.
3. Valorisation , diffusion et communication (gestion des savoirs et des savoirs faire)
4. Renforcement des réseaux nationaux et panafricain du BP
5. Partenariat Amérique latine – Afrique

Pour chacune des composantes, seront brièvement évoqués les activités à mener, le calendrier prévu ainsi que les résultats tangibles dont bénéficieront les administrations locales et les acteurs participants.

*Présentation (20 minutes)*

Mr Elong MBassi, Secrétaire Général CGLU-Afrique.

Mr Yves Cabannes, Professeur, DPU/UCL

*Commentaires (15 minutes):*

Monsieur Boubacar Albé Ndoye, Maire de la Commune de Rufisque Est, Sénégal.

Madame Thmi Ntima, Mairesse de la Commune de Bumbu, Kinshasa, RDC

**16 : 00 – 17 : 00 Segment 3: Discussion sur les questions et réponses sur la mise en œuvre du programme.**

En sus de la discussion, au cours de cette partie de la session, la parole sera donnée aux participants afin qu'ils puissent faire part de leur expérience. La discussion sera suivie de l'enregistrement d'expressions d'intérêt par les collectivités locales et les institutions présentes qui souhaitent participer au programme Budget Participatif.

Commentaires :

- Monsieur George Matovu Directeur Régional, Partenariat pour le Développement Municipal pour l'Afrique de l'Est et du Sud, PDM ESA.
- Madame Hellen Muchunu, Coordinatrice Régionale, NTA, National Taxpayers' Association, Nyeri, Kenya.
- Madame Daniely Votto Fontoura, représentante de la Municipalité de Porto Alegre, Brésil.

**17 :00 à 17 :30 . Segment 4: Conclusions et résolutions**

Un projet de résolutions sera présenté, débattu, complété par les apports des participants, et adopté au cours de la session. Les résolutions adoptées seront transmises aux sessions politiques des ministres et des maires et autorités locales, pour plus ample examen.

*Coordination du débat et Rapporteur :*

Monsieur Jules Dumas Ngebou, Secrétaire Exécutif National à l'animation du Réseau National des Habitants du Cameroun et Coordinateur de ASSOAL.

**4. Organismes partenaires (la liste des intervenants est provisoire).**

**Institutions, associations, programmes et réseaux africains :**

ASSOAL, Cameroun; ENDA Tiers Monde / ECOPOP, Dakar; Réseau National des Habitants du Cameroun; Alliance Camerounaise du Budget Participatif et de la Finance Locale, MDP-ESA, Partenariat pour le Développement Municipal, Zimbabwe; National Tax Payers Association (NTA) Kenya ; PASC, Programme d'Appui à la Société Civile, Cameroun.

**Organisations internationales de coopération technique, d'enseignement ou municipalistes:**

Africa Research Institute (ARI, Royaume Uni) ; Building and Social Housing Foundation (BSHF, Royaume Uni) ; Centre d'Etudes Sociales (CES, Université de Coimbra, Portugal) ; Délégation de l'UE au Cameroun (Programme TIC-GOUV) ; DFID ; Commission Inclusion Sociale et Démocratie participative de CGLU (CISDPDH); Institut de la Banque Mondiale (WBI) ; GIZ ; Programme U.N HABITAT.